

L'INDICATEUR 41

Novembre 2009

Tableau de bord de conjoncture

N° 50

L'Observatoire constate un décalage croissant dans la date de diffusion des informations conjoncturelles. L'écart avoisine désormais un trimestre plein. L'analyse des données et la publication de l'Indicateur 41 en sont gravement perturbées. Une première réponse a été la création d'un tableau de bord mis à jour en continu. Il permet ainsi de connaître pour chaque série les dernières données disponibles. Il est mis en ligne sur le site www.pilote41.fr. Une réflexion est en cours pour faire évoluer également L'Indicateur 41. Dans l'intervalle, il a semblé opportun de publier un nouveau numéro sous l'ancienne version, compte tenu d'une actualité économique particulièrement délicate. Les données portent sur les trimestres différents. La mention du millésime figure en encadré à côté de chaque série.

FLÉCHISSEMENT DE L'ACTIVITE

Alors que l'on annonce des **résultats inattendus au niveau national** – croissance du PIB au 2ème trimestre et de la production industrielle en juillet, prévisions de rebond au second semestre puis de reprise plus franche de l'activité en 2010, il est **difficile d'en percevoir les signes au niveau départemental** dans les indicateurs disponibles. Ainsi, les chiffres d'affaires des entreprises du Loir-et-Cher ont marqué un net fléchissement durant l'été, alors qu'ils s'étaient maintenus à un bon niveau jusqu'alors ; ils sont **inférieurs de 10 %** à ceux du 3ème trimestre 2008. L'enquête réalisée par la CCI et l'Observatoire début octobre pointe notamment le fait que **les services sont confrontés à leur tour aux difficultés** induites par la crise internationale.

Les investissements sont concernés à leur tour. **Leur volume a baissé assez fortement** au 3ème trimestre, ce que confirme l'enquête. Les volumes

d'exportation de marchandises se sont également réduits, davantage que les importations.

La création d'entreprises s'essouffle dans la plupart des secteurs d'activité, si l'on excepte les auto-entrepreneurs.

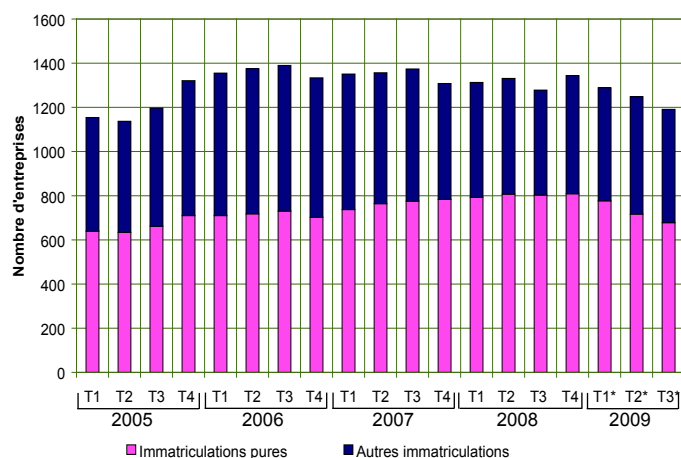
Les difficultés actuelles sont en revanche particulièrement visibles sur le marché du travail : **destruction massive d'emplois (4 420 salariés de moins en un an)**, notamment intérimaires, raréfaction des offres, **envolée du chômage (+ 28 % sur 12 mois)** ; le département compte **11 470 demandeurs d'emploi** (catégorie A) fin août.

Un des principaux enseignements de l'enquête citée plus haut est **l'absence de visibilité** des chefs d'entreprise sur l'évolution de l'activité. Les commandes à moyen et long termes se font de plus en plus rares dans de nombreux secteurs.

Démographie des entreprises

1 Créations d'entreprises industrielles et commerciales

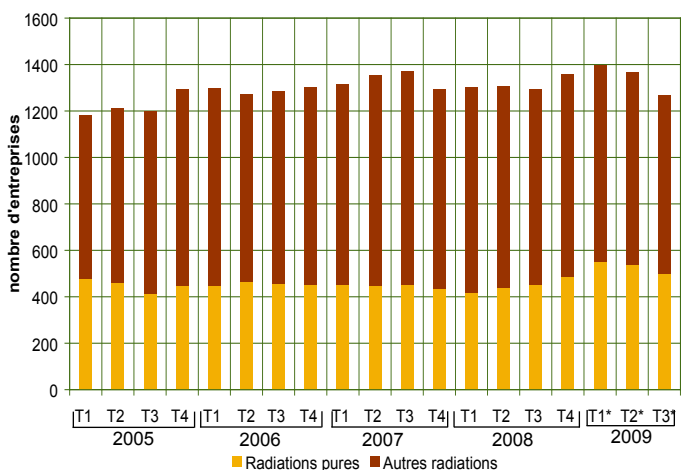
3^{ème} trim. 09



Source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher - *données provisoires

2 Radiations d'entreprises industrielles et commerciales

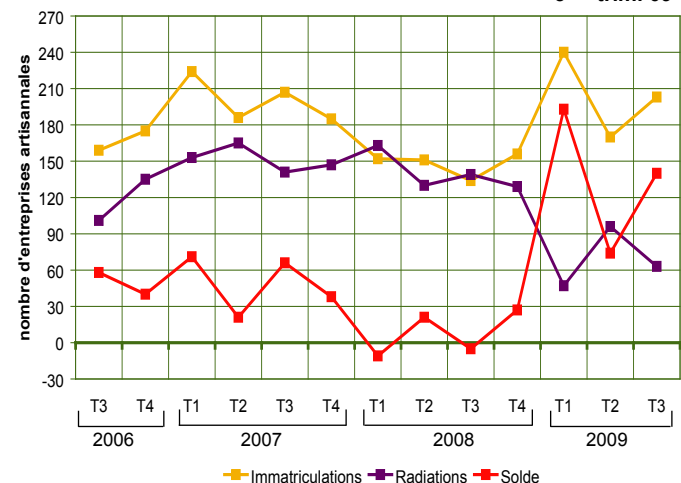
3^{ème} trim. 09



Source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher - *données provisoires

3 Mouvements des entreprises artisanales

3^{ème} trim. 09



Source Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

La création d'entreprise faiblit

Alors que les résultats du 1er trimestre montraient une très bonne résistance de la création d'entreprise (204 immatriculations pures), celle-ci a marqué nettement le pas depuis, selon les données provisoires de la CCI : **163 immatriculations pures** au printemps **1** et **140** durant le **3^{ème} trimestre**, soit une **quarantaine de moins** qu'à l'été 2008. En données cumulées sur 12 mois, le total s'établirait à **678 créations**, en **recul de plus de 125 unités** sur celui de la période antérieure. La plupart des secteurs sont concernés. Seules exceptions : l'industrie et les hôtels-café-restaurants. La construction et le commerce sont les plus touchés, mais les services sont également en retrait, en particulier ceux aux entreprises.

La tendance à la **hausse** du nombre des **radiations** **2** semble se confirmer.

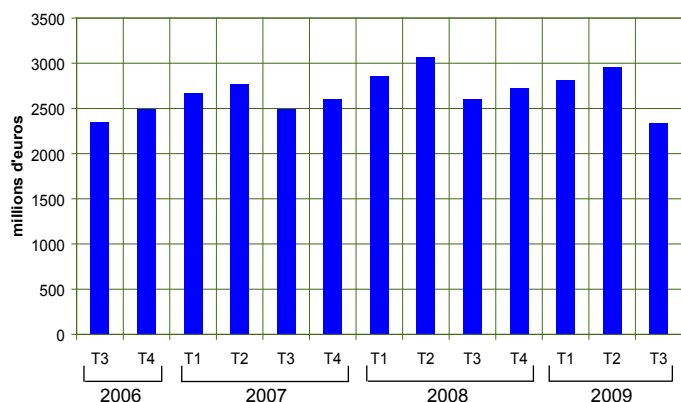
La **création d'entreprises artisanales** **3** est également en **net repli**, si l'on compte à part les **auto-entrepreneurs** s'enregistrant à la Chambre de Métiers. Sur les trois premiers trimestres, ceux-ci représentent plus de la moitié des immatriculations (54 %). Le mouvement de l'auto-entreprise, débuté au 1er janvier, a surtout pris son essor à partir du 2^{ème} trimestre. Durant le printemps et l'été, 248 personnes se sont immatriculées sous ce régime au Registre des Métiers. Dans le même temps, on dénombre 125 créations d'entreprise artisanale, contre 285 pour la période équivalente de 2008.

Les **radiations semblent pour l'instant contenues**. On connaît cependant le décalage de temps entre la cessation d'activité et sa prise en compte effective.

Activité économique

1 Chiffres d'affaires des entreprises

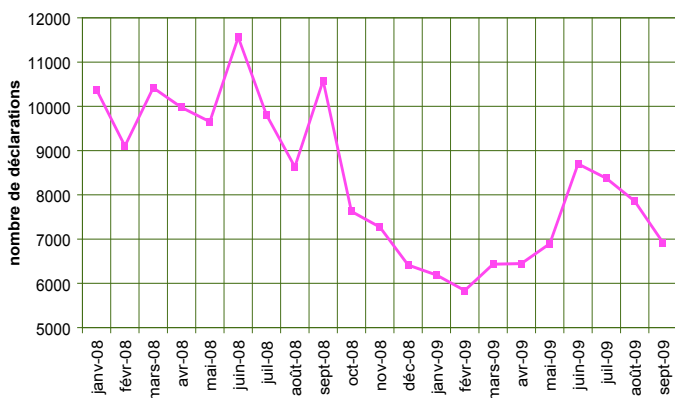
3^{ème} trim. 09



Source Direction des services fiscaux : chiffre d'affaires des entreprises au régime réel normal (EM, ET, ES, EB, EO, AM), y compris régimes mini réel (RM, RT, RS) et simplifié agricole (AET), y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

2 Recours au travail temporaire

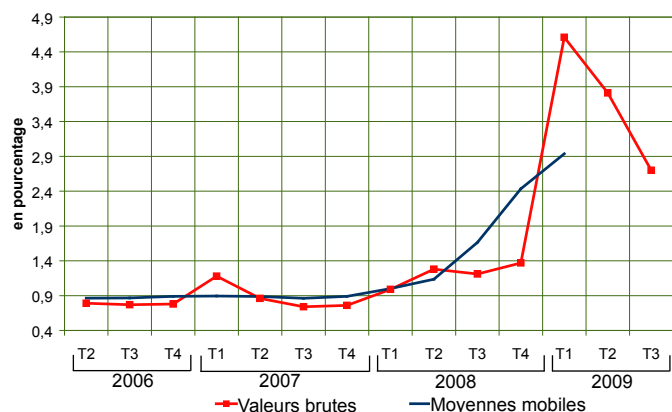
3^{ème} trim. 09



Source Urssaf (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

3 Taux de reste à recouvrer des cotisations Urssaf

3^{ème} trim. 09



Source Urssaf - Services statistiques régionaux

L'activité ralentit nettement durant l'été

Après avoir résisté au cours du 1^{er} semestre, l'activité économique du département a assez nettement fléchi entre juillet et septembre. Selon les statistiques fournies par les services fiscaux, le montant global des **chiffres d'affaires** **1** s'est élevé à 2,33 milliards d'euros, en **repli de 10,4 %** par rapport à l'été 2008. L'enquête réalisée début octobre montre en particulier un **ralentissement assez sensible dans les services**, relativement épargnés jusqu'alors. En **cumul glissant sur 12 mois**, les effets de la crise sont désormais perceptibles : 10,8 milliards d'euros, soit **2,7 % de moins** qu'au cours de la période précédente.

Les agences d'intérim sont à l'origine de **23 152 déclarations d'embauche** **2** durant l'été 2009, soit **20,2 % de moins** qu'au 3^{ème} trimestre 2008. Pour les **données cumulées** sur les 9 premiers mois de l'année, le repli est de 29,3 % par rapport à la même période de l'année précédente.

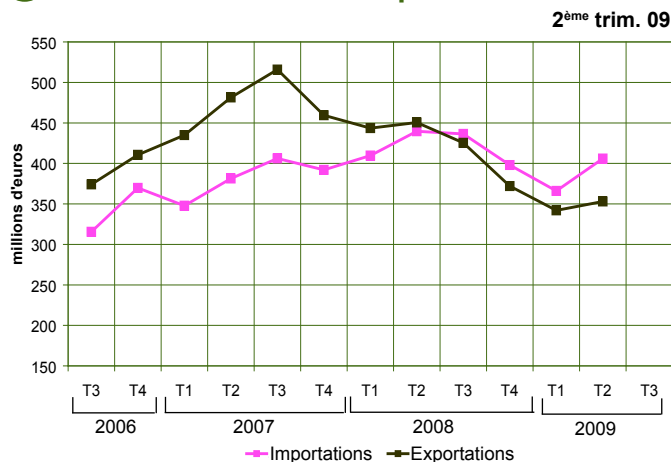
La **part des cotisations URSSAF restant dues à l'échéance** **3** est en **forte augmentation depuis le début de l'année** : **2,70 %** au 30 septembre (3,81 % au 30 juin), soit 1,49 point de plus qu'un an auparavant. Si une partie de cette évolution est imputable au traitement des travailleurs indépendants², les effets de la crise sont les plus prégnants. La baisse d'activité pèse inéluctablement sur la trésorerie des entreprises. L'enquête de conjoncture CCI/Observatoire montre que 3 établissements sur 10 sont confrontés à de sérieuses difficultés financières, en particulier dans les services.

(1) La mise en place de la nouvelle nomenclature d'activités a entraîné la mise en place par l'URSSAF d'une nouvelle série pour les déclarations d'embauche au 1^{er} janvier 2008. Les données actuelles ne sont pas comparables à celles antérieures à cette date.

(2) A partir de janvier 2008, l'URSSAF a procédé à un élargissement des cotisations des travailleurs indépendants. Cette opération a entraîné des retards dans les traitements, occasionnant une sous-estimation des taux de reste à recouvrer à cette période.

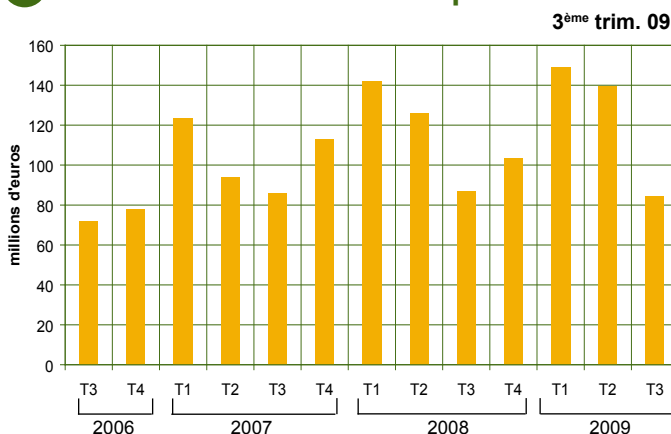
Activité économique

4 Commerce extérieur de produits industriels



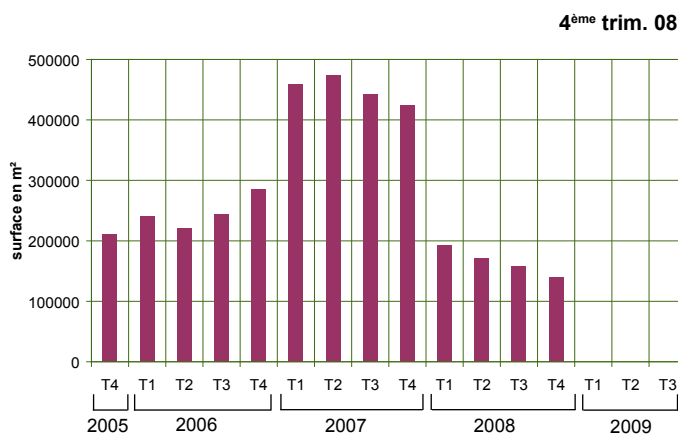
Source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

5 Investissements des entreprises



Source Direction des services fiscaux. Le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

6 Locaux d'activités (constructions commencées*)



Source DRE - Fichier Sitadel

*Cumul glissant sur quatre trimestres

Faiblesse des exportations

Entre avril et juin, les échanges de marchandises avec l'étranger se sont quelque peu redressés, après 3 trimestres de baisse consécutifs. Le volume des **exportations** s'est établi à 353 M€ (4), en **augmentation de 3,2 %** en trois mois, alors qu'un repli est constaté au niveau régional (- 2,4 %). En revanche, leur **niveau est très inférieur à celui du printemps 2008** : - 21,7 % (Centre, - 20,5 %). En cumul annualisé, le **total** accuse une **baisse de 20,2 %** sur le précédent (- 11,5 % pour le Centre).

L'**accroissement** est plus marqué au cours de ce 2^{ème} trimestre pour les **importations** : + 10,9 %, à 406 M€ (Centre, - 3,2 %). Elles sont toutefois inférieures de 7,7 % à celles du printemps 2008 (- 13,2 % pour la région). Le **cumul sur 12 mois** est en revanche peu éloigné de celui de la période antérieure (- 2,5 %), alors que pour l'ensemble de la région le repli atteint 6,1 %.

Le **déficit de la balance commerciale** du Loir-et-Cher s'est de nouveau creusé : - 53 M€. Au 30 juin, le **taux de couverture**³ s'établit à 87 % dans le département (99 % pour le Centre).

Recul assez net des investissements

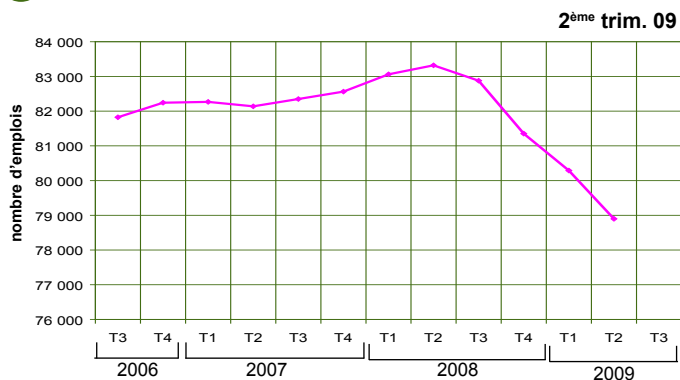
La **crise a fini par se faire ressentir sur les investissements**. Selon les données des Services Fiscaux, le **volume réalisé** au cours du 3^{ème} trimestre est **inférieur de 3,2 %** à celui de l'été 2008 (5). En **cumul annualisé**, le total s'établit à 476 millions d'euros, en **augmentation de 1,9 %** sur le précédent. Il convient de signaler que les montants se sont révélés historiquement élevés durant les deux premiers trimestres. Les résultats de l'été font écho aux enseignements tirés de l'enquête de conjoncture, selon lesquels les deux-tiers des établissements de l'industrie et des services auraient été récemment conduits à différer la mise en œuvre de leur programme en ce domaine.

Les données relatives à la construction de locaux destinés aux activités économiques ne sont pas disponibles pour l'instant.

(3) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

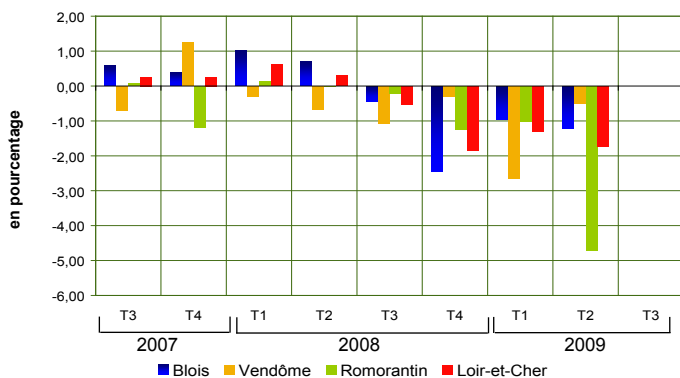
Emploi salarié

1 Evolution de l'emploi salarié en données CVS



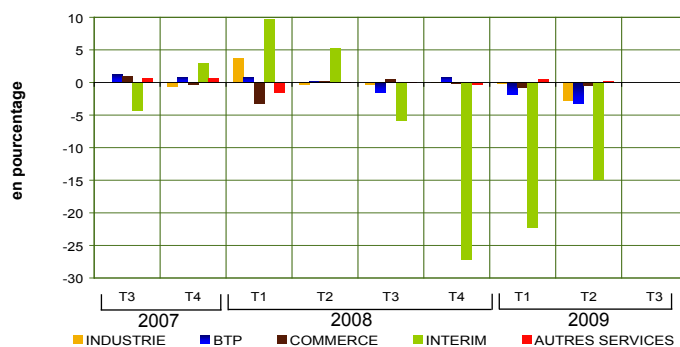
Source Urssaf de Loir-et-Cher

2 Evolution de l'Emploi salarié en données CVS par zone d'emploi (en %) 2^{ème} trim. 09



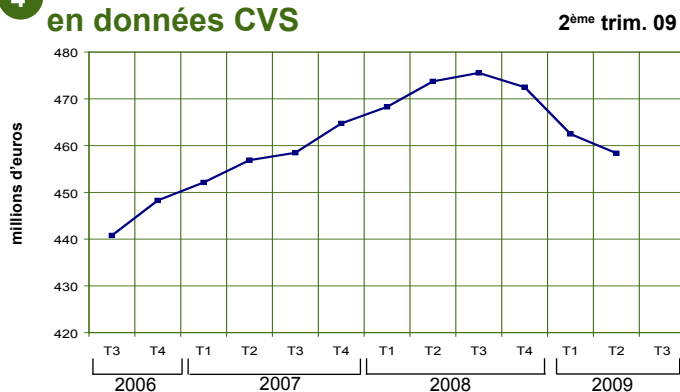
Source Urssaf de Loir-et-Cher

3 Evolution de l'Emploi salarié en données CVS par grand secteur (en %) 2^{ème} trim. 09



Source Urssaf de Loir-et-Cher

4 Evolution de la masse salariale en données CVS



Source Urssaf de Loir-et-Cher

Le Loir-et-Cher perd beaucoup d'emplois salariés⁴

Pour le quatrième trimestre consécutif, l'emploi salarié (secteur privé hors agriculture) a diminué. Selon les données corrigées des variations saisonnières de l'URSSAF, le Loir-et-Cher aurait perdu 1 390 postes de travail au printemps (- 1,7 %) et 2 450 sur les 6 premiers mois de l'année. Au 30 juin, il compterait 78 900 salariés, soit 5,3 % de moins qu'un an plus tôt (correspondant à 4 420 emplois). **1** Cette évolution est plus défavorable qu'au niveau régional (- 4,1 %) et davantage encore par rapport à l'ensemble du pays (- 3,1 %).

En proportion, le Bassin Romorantinais apparaît le plus touché, avec une perte de 700 postes entre avril et juin (- 4,7 %) **2** et de 1 100 emplois sur un an (- 7,1 %) ; le Blaisois perdrait environ 620 postes au printemps (- 1,2 %) et 2 650 sur un an (- 5,0 %). Le Vendômois serait pour l'instant le moins atteint : 75 postes en 3 mois (- 0,5 %) et 700 en un an (- 4,5 %), mais la fermeture de Thyssen Krupp va nécessairement impacter très fortement les résultats de la fin 2009.

Les tendances mises en évidence dans l'Indicateur du dernier trimestre 2008 se sont poursuivies, voire amplifiées. Le recours au travail intérimaire s'est de nouveau contracté au début de l'année. Plus de 450 postes ont été supprimés au cours du printemps (- 15 %) et pas loin de 3 200 en 12 mois (- 55 %) **3**. Les pertes se sont accélérées dans l'industrie (700 salariés de moins entre avril et juin, 830 en un an soit - 3,5 %) mais aussi dans la construction (260 emplois de moins au 2^{ème} trimestre, 480 en un an soit - 5,7 %). Le débours est beaucoup plus limité dans le commerce (70 salariés pour ce trimestre, 130 sur 12 mois). L'évolution serait demeurée positive dans les services⁵ avec la création de 90 postes au printemps et 180 sur un an (+ 0,6 %).

La masse salariale **4** des entreprises du secteur concurrentiel du département s'érode peu à peu, sous les effets conjugués de la baisse des effectifs et de la mise en place des mesures de chômage partiel. Elle aurait diminué de 0,9 % au cours du 2^{ème} trimestre, en données corrigées des variations saisonnières. Depuis juin 2008, elle se serait contractée de 3,2 %, davantage que dans le Centre (- 2,5 %) et en France (- 1,3 %).

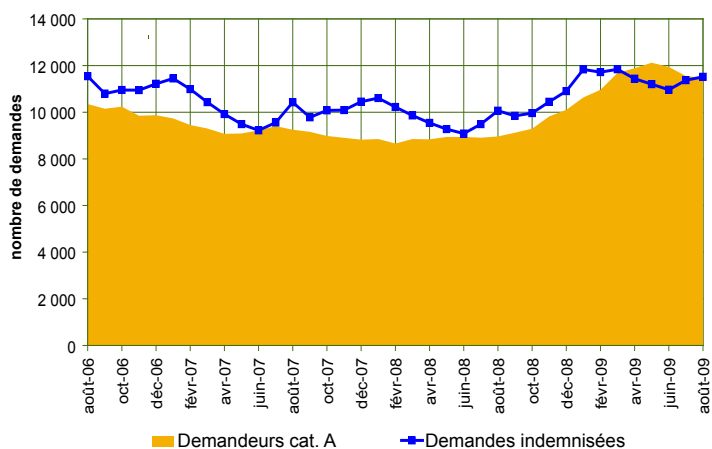
(4) Rappelons que depuis le 1^{er} trimestre 2006, l'Indicateur 41 intègre l'exploitation des séries statistiques nouvellement diffusées par l'URSSAF sur l'emploi salarié et la masse salariale. Celles-ci sont disponibles par zone d'emploi et grand secteur d'activité, en données corrigées des variations saisonnières. Elles ne prennent pas en compte la fonction publique d'Etat et le secteur agricole. Les séries sont révisées sur les quatre derniers trimestres.

(5) Hors intérim.

Emploi et marché du travail

1 Demandes d'Emploi en Fin de Mois (DEFM)

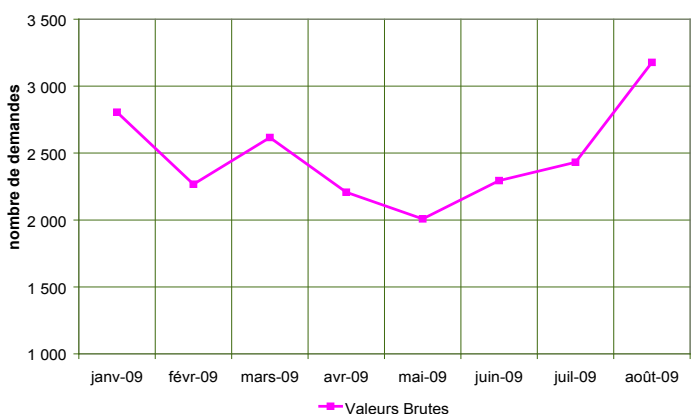
Août 09



Source Pôle Emploi Centre
Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie A
Sont exclues des demandes indemnisées les personnes en formation ou en pré-retraite

2 Demandes d'emploi enregistrées (toutes catégories)

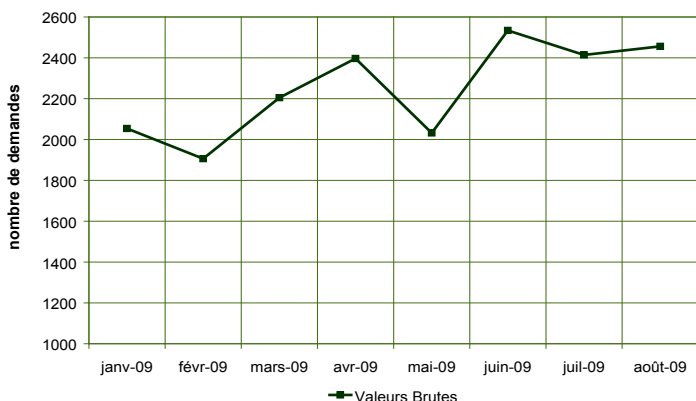
Août 09



Source Pôle Emploi Centre
Demandes d'emploi enregistrées : représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'Anpe chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.) Cette statistique mesure un flux.

3 Demandes d'emploi sorties (toutes catégories)

Août 09



Source Pôle Emploi Centre
Demandes d'emploi sorties : représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.) Il s'agit également d'une statistique de flux.

Le chômage s'accroît très vite

Au 31 août, le Loir-et-Cher compte **11 470 demandeurs d'emploi de catégorie A⁶** **1**. L'évolution sur un an est particulièrement importante : **+ 28 %**, soit au même niveau que la région, mais davantage qu'en France (+ 25,8 %). Depuis le 31 mai, le Loir-et-Cher a enregistré une **baisse de 5,4 %** (représentant 650 personnes), plus importante que le Centre (- 2,4 %), tandis que l'augmentation s'est poursuivie dans le pays (+ 0,4 %).

Pour l'ensemble des personnes immédiatement disponibles, qu'elles aient ou non travaillé au cours du mois précédant leur inscription (catégories A, B et C - **18 701 demandeurs au 31 août**), les évolutions sont plus réduites dans le département : - 0,4 % en 3 mois (Centre + 1,8 %, France + 2,1 %) et + 20 % en un an (respectivement + 21,9 % et + 20,4 % dans les territoires de référence).

Depuis le début de la crise, l'augmentation du chômage a **concerné surtout les hommes** et les **jeunes (+ 36,8 %** pour ces derniers sur un an). Le nombre des **demandeurs d'emploi de longue durée** croît pour l'instant un peu moins vite que l'ensemble (+ 22,4% en évolution annuelle). Les deux valeurs tendent cependant à se rapprocher.

Sur les **8 premiers mois** de l'année, Pôle Emploi a enregistré en Loir-et-Cher **19 805 nouvelles demandes** **2** de catégorie A, B, C. Ces données n'étant pas comparables aux précédentes, aucune évolution ne peut être calculée. La part des inscriptions faisant suite à un licenciement économique (4,5 %), une fin de mission d'intérim (9,6 %) ou de contrat à durée déterminée (20,6 %) est supérieure à celle enregistrée au niveau régional ou national.

(6) De nouvelles règles de comptabilisation des chômeurs ont été mises en œuvre à partir de février 2009. La distinction ne se fait plus par rapport au type d'emploi recherché (durable ou saisonnier, à temps plein ou partiel), mais selon la position au regard de l'emploi dans le mois précédent l'inscription. Les anciennes catégories 1 à 8 ont ainsi été remplacées par 5 catégories :

Cat A : personnes immédiatement disponibles, n'ayant pas du tout travaillé le mois précédent ;
Cat B : personnes immédiatement disponibles, ayant travaillé moins de 78 h le mois précédent ;
Cat C : personnes immédiatement disponibles, ayant travaillé plus de 78 h le mois précédent ;
Cat D : personnes non disponibles immédiatement en raison d'un stage, d'une formation, de la maladie... (ancienne cat 4) ;
Cat E : personnes pourvues d'un emploi, à la recherche d'un autre emploi (ancienne cat 5).

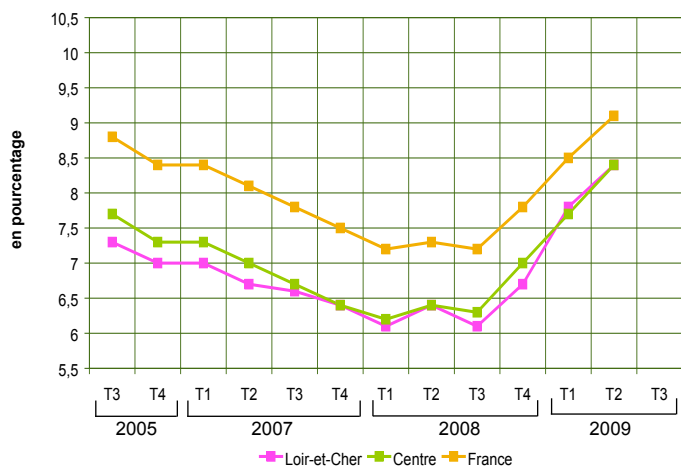
Par ailleurs, l'ensemble des séries sera désormais corrigé des variations saisonnières. Pour permettre un suivi dans le temps, les catégories A, B et C ont fait l'objet d'une rétropolation depuis début 1997 pour les données départementales.

Aucune donnée n'est pour l'instant diffusée par zone d'emploi. De nouvelles séries devraient voir le jour au début de l'année 2010.

Emploi et marché du travail

4 Taux de chômage (nouvelle série corrigée)

2^{ème} trim. 09



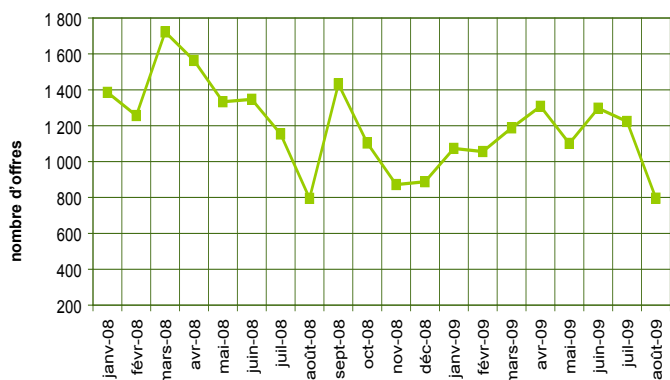
Source DRTEFP

Parallèlement, **17 998 sorties du chômage** (3) ont été comptabilisées sur la même période pour les 3 catégories A, B et C. Le ratio sorties / entrées s'établit à 90,9 % (Centre : 89,6 %, France : 91,1 %). Les sorties explicitement liées à une reprise d'emploi représentent moins de 19 % du total.

Le **taux de chômage** (4) croît de plus en plus vite. Sur les 6 premiers mois de l'année, il a augmenté de 1,4 point en **Loir-et-Cher** pour s'établir à **8,4 %** au 30 juin (+ 2,1 points en un an). Il est identique à la moyenne régionale. L'écart avec le taux national (9,1 %) s'amenuise peu à peu. La zone d'emploi de **Romorantin-Lanthenay** a un taux plus élevé (**8,9 %**, + 2,3 points sur 12 mois) que celles de **Blois** (**8,3 %**) et de **Vendôme** (**8,2 %**, évolution identique à celle du département dans les deux dernières citées).

5 Offres d'emploi enregistrées

Août 09



Source Pôle Emploi Centre

Les embauches se tarissent

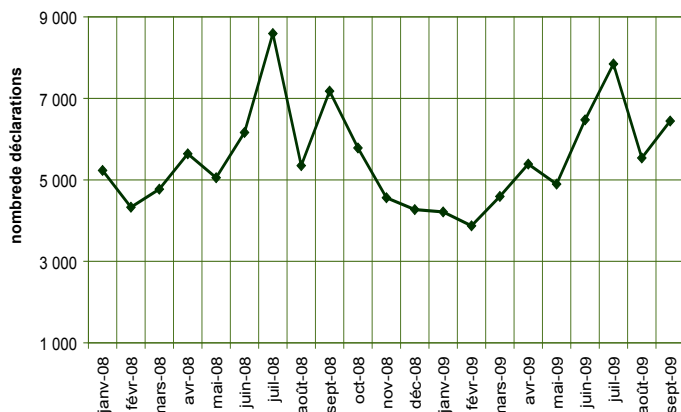
La mise en œuvre des nouvelles catégories de demandeurs influe inévitablement sur la comptabilisation des offres. Celles-ci sont regroupées pour les catégories A, B et C. Là encore, les séries ont été réropolées.

Depuis le début de la crise, les besoins de main d'œuvre des entreprises ne cessent de diminuer. Au cours du 2^{ème} trimestre, les services de Pôle emploi ont collecté **3 706 offres**, (5) soit **12,7 % de moins** qu'entre avril et juin 2008. L'évolution est toutefois un peu plus modérée que dans le Centre (- 21,1 %) et en France (- 23 %). En **données cumulées sur 12 mois** du 1^{er} septembre au 31 août, les rythmes sont plus proches : - **14,4 % pour le Loir-et-Cher**, - 13,6 % pour la région et - 18,2 % pour le pays.

Hors agriculture et intérim, **19 828 déclarations**⁷ préalables à l'embauche (6) ont été enregistrées par l'URSSAF au 3^{ème} trimestre, soit **6,1 % de moins** qu'à l'été 2008. En **cumul** sur 9 mois, le repli est de 5,8 % par rapport à la même période de 2008. Les évolutions sont particulièrement marquées dans l'industrie (- 24 %) et la construction (- 22 %).

6 Déclarations préalables à l'embauche (Hors travail temporaire et agriculture)

3^{ème} trim. 09



Source Urssaf (Services statistiques régionaux)

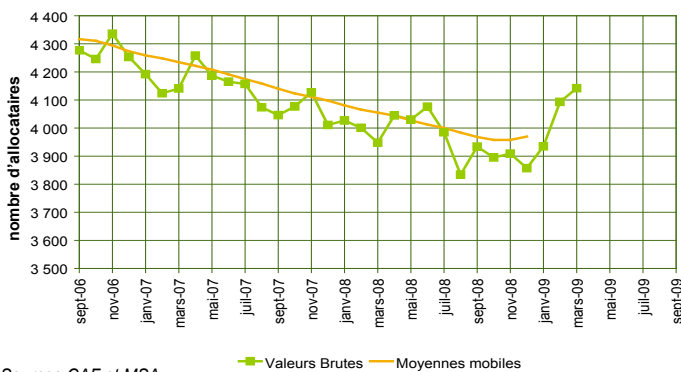
Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche

(7) Voir note n° 1 p. 3 relative à la nouvelle série constituée par l'URSSAF.

Conditions de vie

1 Revenu Minimum d'Insertion en Loir-et-Cher

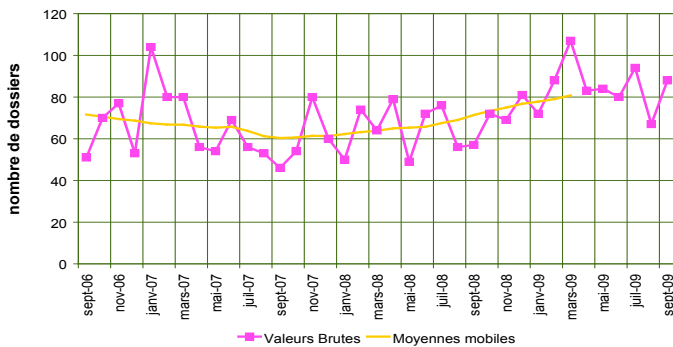
1^{er} trim. 09



Sources CAF et MSA

2 Dossiers de surendettement déposés

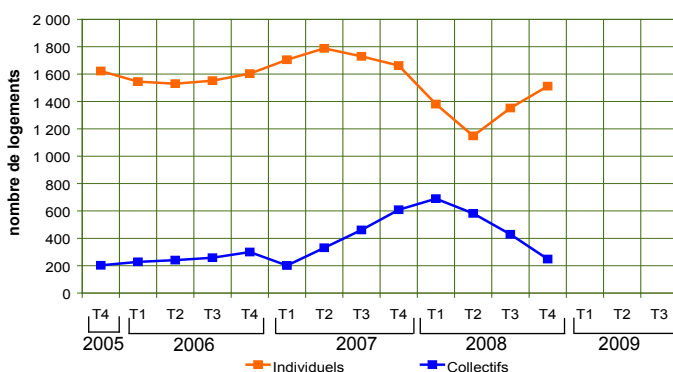
3^{ème} trim.09



Source secrétariat de la Commission de surendettement

3 Logements commencés en Loir-et-Cher (cumul glissant sur 4 trimestres*)

4^{ème} trim. 08

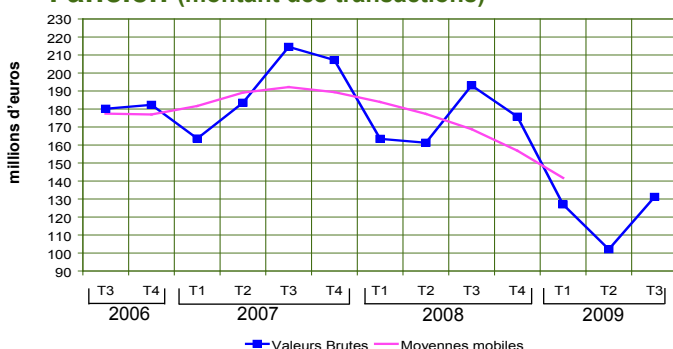


Source DRE - Sitadel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné

4 Evolution du marché immobilier dans l'ancien (montant des transactions)

3^{ème} trim. 09



Source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

Une précarité accrue

Le grippage du marché du travail a généré un accroissement important du nombre d'**allocataires du RMI** **1** au cours du 1^{er} trimestre. Au 31 mars, le Loir-et-Cher compte **4 142 bénéficiaires** payés ou suspendus, soit **7,4 % de plus en 3 mois**. **Sur un an, les effectifs ont augmenté de 4,9 %**. La mise en place généralisée du **RSA** a entraîné une **rupture statistique**. Les nouvelles données sont en cours de consolidation et seront prochainement disponibles. On peut toutefois indiquer qu'au 30 juin, la CAF comptabilisait 5 297 foyers bénéficiaires payables, dont 3 916 (74 %) n'exerçant aucune activité. Par ailleurs, il reste à la même date 571 bénéficiaires du RMI non encore intégrés dans le dispositif RSA.

Rappelons que selon les analystes de la Banque de France le **surendettement** **2** doit être observé sur 6 mois, en raison de fortes fluctuations trimestrielles. En Loir-et-Cher, la Commission a reçu **514 nouveaux dossiers** sur le premier semestre 2009, soit **25 % de plus** qu'au cours des six mois précédents. L'évolution est comparable à celle enregistrée dans le Centre mais légèrement plus marquée que dans l'ensemble de la France (+ 23,3 %). Le **total cumulé sur 12 mois** fait apparaître une détérioration plus forte de la situation dans notre département (+ 25,5 %) que dans les territoires de référence (respectivement + 13,6 % et + 12,6 % pour la région et le pays).

Forte contraction du marché immobilier au 1er semestre

Les données relatives à la construction de logements ne sont pas disponibles pour l'instant.

Après avoir plutôt bien résisté durant la majeure partie de l'année 2008, le marché de l'**immobilier ancien** **4** s'est vivement contracté début 2009. Le volume **des transactions a chuté** respectivement de **28 % puis de 20 %** au cours des deux premiers trimestres. **Durant l'été, la baisse a été stoppée**, mais le niveau est **inférieur de 32 %** à celui du 3^{ème} trimestre 2008. Le **cumul annualisé** (536 M€) traduit le marasme actuel avec une **baisse de 26 %**.

Réalisé avec le concours financier du Conseil Général

Directeur de la publication : Alain QUILLOUT

Conception / réalisation : Observatoire

Publication électronique - Dépôt légal à parution - ISSN N° 1278-6950